

## Diversité

# Beurs, Blacks... La nouvelle vague - Anne Vidalie

Ils sont noirs, maghrébins ou asiatiques. Longtemps marginalisés ou cantonnés aux seconds rôles, ils accèdent enfin au sommet dans l'entreprise, les médias, la haute fonction publique, la recherche... En politique, si le gouvernement Sarkozy les a propulsés au premier plan, les législatives ont montré que rien n'est gagné. Ils le savent et multiplient les clubs, les réseaux pour que la France donne toute leur place aux minorités. ce sera dur, mais c'est possible: ils en sont la preuve.

© Reuters, DR



LES POLITIQUES: 1. Fadela Amara (secrétaire d'Etat à la Politique de la ville). 2. Rachida Dati (ministre de la Justice). 3. Nacer Meddah (préfet de l'Aube). 4. Abdel Saïssou (sous-préfet de Senlis). 5. Bariza Khiari (sénatrice, PS). 6. Faouzi Lamdaoui (secrétaire national adjoint, PS). 7. Najat Vallaud-Belkacem (conseillère régionale de Rhône-Alpes, PS). 8. Rama Yade (secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et aux Droits de l'homme).

C'était il y a un an. C'était il y a un siècle... Plus précisément le 17 juillet 2006. Ce soir-là, à 20 heures, 8 millions de téléspectateurs sont devant leur petit écran. Face à eux, Harry Roselmack lance les sujets du journal de TF 1. Le présentateur de 33 ans est la nouvelle doublure de l'inamovible Patrick Poivre d'Arvor. Il est jeune, il a du talent, il est beau. Et il est noir. Une première, à cette heure de grande écoute, sur la chaîne la plus regardée de France. Un an, donc. Et bien des changements, depuis, dans le paysage du pouvoir. Business, politique, médias, sciences et recherche...

Voilà la France du sommet désormais peuplée d'hommes et de femmes aux patronymes venus d'ailleurs : Nacer Meddah, nommé préfet de l'Aube le 19 juillet 2006 ; Rachid Arhab, entré en janvier au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ; Pierre N'Gahane, promu préfet à l'égalité des chances en Provence-Alpes-Côte d'Azur il y a six mois ; Rachida Dati, née d'un père marocain et d'une mère algérienne, devenue garde des Sceaux le 18 mai. Sans oublier Rama Yade, administratrice du Sénat, et Fadela Amara, la fondatrice de l'association Ni putes ni soumises, venues à leur tour rejoindre le gouvernement, respectivement au poste de secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et aux Droits de l'homme et à celui de secrétaire d'Etat à la Politique de la ville.

En ce début d'été 2007, la France se découvre plurielle, métissée, multiculturelle. Ces noms, ces visages qui apparaissent à l'avant-scène reflètent une évolution, tardive, peut-être, mais profonde de la société : les Noirs, les Maghrébins et les Asiatiques ne sont plus cantonnés à la figuration. Une nouvelle génération émerge, ambitieuse, déterminée à jouer les premiers rôles, décidée à forcer les portes des états-majors des entreprises et des médias, à se faire une place au sein de la haute fonction publique comme dans les hôpitaux et les laboratoires de recherche. Et ils s'en donnent les moyens, à grand renfort de réseaux, clubs et cercles d'influence. Solidaires, et plus solitaires.

© France 3, France 5, TF1, DR



LES MEDIAS: 1. Sébastien Folin (TF1). 2. Karine Le Marchand (France 5). 3. Christine Kelly (LCI). 4. Olivier Laouchez (Trace TV). 5. Amirouche Laïdi (Club Averroès). 6. Audrey Pulvar (France 3). 7. Michel Reinette (France 3).

Au Club xxie siècle, on se frotte les mains. La star politique du moment, Rachida Dati, la première enfant d'immigrés à prendre les commandes d'un ministère régalien, n'est-elle pas la cofondatrice de ce cénacle très huppé, créé en 2004 pour « montrer par l'exemplarité que la diversité est une chance pour la France » ? Rama Yade, sa nouvelle collègue au gouvernement, est la vice-présidente du club. Quant à Bariza Khiari, sénatrice (PS) depuis septembre 2004, elle compte parmi ses quelque 300 membres, majoritairement noirs,

maghrébins et asiatiques – même si les Français de souche sont les bienvenus. Tous sont dotés de jolis CV et de postes enviables.

Le président du club ? Le banquier d'affaires Hakim El Karoui, ancienne « plume » de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. Le trésorier ? Chenva Tieu, patron d'un cabinet de conseil financier. Le secrétaire ? Mehdi Houas, fondateur d'une société de conseil dans les nouvelles technologies. Parmi les convives des dîners-débats du club figurent également les cardiologues Salem Kacet et Mohamed Ghannem, le Pr Elyès Jouini, vice-président de l'université Paris-Dauphine, et Laurent Tran Van Lieu, président du directoire d'Assurland. Début juin, à l'approche des élections législatives, ils se sont pris à rêver d'une Assemblée nationale moins blanche, d'élus qui leur ressembleraient.

Tous les espoirs semblaient permis, puisqu'une centaine de candidats noirs et maghrébins étaient alors dans les starting-blocks. Las ! le résultat a douché leurs attentes : une seule d'entre eux, l'avocate d'origine guadeloupéenne George Pau-Langevin, figure au nombre des 555 élus de métropole. La représentation nationale n'a pas toujours été aussi pâle. De 1947 à 1968, c'était un Noir, Gaston Monnerville, natif de Guyane et président du conseil général du Lot, qui présidait la Chambre haute du Parlement. A quelques mois près, il aurait même pu devenir président de la République par intérim, après le retrait du général de Gaulle... Sous la IV<sup>e</sup> République, Lamine Gueye, Félix Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor siégeaient à l'Assemblée nationale – pour représenter les colonies, certes, pas pour promouvoir la diversité.

Avant eux, Blaise Diagne avait été le premier élu noir au Palais-Bourbon... en 1914. Quinze ans plus tard, Sablé-sur-Sarthe, aujourd'hui fief de François Fillon, se donnait pour maire un Antillais, le vétérinaire Raphaël Elizé, dont le premier ministre a d'ailleurs offert la biographie à Rama Yade. Bien des années après, Kofi Yamgnane, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires sociales et à l'Intégration, fut député (PS) du Finistère de 1997 à 2002. C'est ainsi : en politique, les Français noirs, maghrébins et asiatiques balancent entre amertume et espoir, lucidité et volontarisme.

© L'Oréal, DR



LE BUSINESS: 1. Youcef Nabi (L'Oréal Paris). 2. Tariq Krim (fondateur de Netvibes). 3. Hakim El Karaoui (banquier d'affaires). 4. Mehdi Houas (Talan). 5. Yazid Sabeg (président du conseil de surveillance de CS Communications et Systèmes).

Bien sûr, selon une enquête TNS-Sofres publiée au printemps, 69 % de leurs concitoyens estiment que les partis et les responsables politiques les représentent mal. Bien sûr, 51 % des sondés (et même 70 % des 18-24 ans) jugent qu'une meilleure représentation des minorités ethniques serait bonne pour le pays. « La question de la diversité est désormais perçue comme légitime, souligne l'historien Pap Ndiaye. C'est déjà un progrès. Mais la politique est en retard sur les autres secteurs de la société. Dans les partis comme dans les syndicats, les mécanismes de discrimination à l'œuvre grippent la promotion des hommes et des femmes issus de la diversité. Et, aux élections, on les envoie dans des circonscriptions difficilement gagnables. »

C'est justement ce qui met hors d'eux Fayçal Douhane, membre du conseil national du PS, et ses amis du club Prairial 21, créé en 2004 pour pousser le parti à lutter contre les discriminations. Une dizaine d'entre eux, furieux, ont claqué la porte du PS ces dernières semaines. « En prime, on parachute des candidats, certes issus de la diversité, mais sans légitimité locale, au lieu de donner leur chance à des militants du cru qui ont fait leurs preuves sur le terrain », peste Fayçal Douhane. Ils en veulent aussi à la gauche, ces enfants de l'immigration, de les cantonner depuis des années dans des rôles de médiation avec les quartiers difficiles ou de gestion des questions ethniques et raciales. Frileux, le PS ? Mal à l'aise, surtout, face à ces revendications. Englué dans ses vieux schémas de lutte des classes, mère de toutes les inégalités. Cramponné à son idéal d'universalisme républicain, aveugle aux différences ethniques et religieuses.

« Il oublie qu'en France l'universalisme n'est pas abstrait : il est blanc et mâle », observe la sociologue Nacira Guénif-Souilamas. A droite, les législatives ont fait grincer quelques dents, également. A commencer par celles des candidats envoyés au casse-pipe, comme Jeannette Bougrab. « L'UMP aurait pu donner un signal fort en nommant des personnes issues des minorités suppléantes des ministres candidats, car ceux-là auraient eu toutes les chances de siéger au Palais-Bourbon », regrette Amirouche Laïdi, adjoint au maire (UMP) de Suresnes (Hauts-de-Seine) et président du club Averroès, créé en 1997 pour promouvoir la diversité dans les médias.

Pourtant, c'est la droite, aujourd'hui, qui porte les espoirs de cette élite-là. Elle les chouchoute, ces jeunes loups qui lui offrent une publicité grandeur nature pour les vertus du travail et de l'opiniâtreté. « Loin de prôner l'assistanat, elle nous dit : "Allez-y, montrez ce dont vous êtes capables" », explique Dogad Dogoui, membre du conseil exécutif de l'UMP et président d'Africagora, association de cadres et d'entrepreneurs.

Le discours fait mouche auprès d'une génération de jeunes actifs décomplexés et pressés de prendre des responsabilités. Parmi eux, la discrimination positive prônée par Nicolas Sarkozy – en clair, un coup de pouce donné aux minorités – n'a pas que des partisans. « Beaucoup y sont allergiques sous prétexte qu'ils se sont battus pour s'en sortir et que les autres n'ont qu'à en faire autant », regrette Rama Yade. Du temps où elle était étudiante à Sciences po, c'est exactement ce qu'elle pensait. Elle a même râlé quand l'école a mis en place une procédure d'admission réservée aux élèves des zones d'éducation prioritaire (ZEP). Puis elle a changé d'avis. « Ma mère touchait le RMI, mais elle avait été prof et pouvait me soutenir, dit-elle. Tout le monde n'avait pas cette chance. » Elle s'est braquée, aussi, contre ses condisciples qui disaient : « Les Arabes débarquent ! » Contre les parents d'élèves qui distribuaient des tracts furibonds à la sortie.

L'avènement de la « bourgeoisie »

Les entreprises, elles, s'ouvrent à la diversité un peu plus vite que l'Assemblée nationale. Pas par philanthropie. Par intérêt et pragmatisme. « Les employeurs ont bien compris que, s'ils voulaient recruter les meilleurs éléments, ils ne pouvaient pas faire l'impasse sur les femmes ni sur les minorités ethniques », explique Patrick Lozès, consultant en pharmacie et fondateur, en novembre 2005, du Conseil représentatif des associations noires (Cran) de France. Et la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), créée en 2005, veille au grain. Les secteurs les plus accueillants ? Ceux qui recrutent à tour de bras, comme la finance et l'informatique.

Mais, dans les états-majors, bien rares sont encore les Noirs, les Maghrébins et les Asiatiques. « Simple question de temps, estime le banquier Hakim El Karoui. Nous ne sommes qu'au début du processus d'assimilation. » Quelques-uns, les plus diplômés, ont pris une longueur d'avance. Comme Mohammed Agoumi (Essec), directeur général délégué de la banque LCL, Nordine Hachemi (ingénieur, MBA de l'Insead), président de la Saur, Youcef Nabi (Essec), directeur général de L'Oréal Paris, le normalien Lionel Zinsou, associé-gérant de Rothschild & Cie ; ou encore Dung Pham Tran (X Télécoms), directeur de l'optimisation des coûts du groupe La Poste. « Le problème, c'est que l'écrasante majorité des jeunes nés dans des familles immigrées font la fac, pas les écoles d'ingénieurs et de commerce », déplore Zoubeir Ben Terdey, créateur du réseau de cadres maghrébins les Dérouilleurs. Pour le moment.

Dans les médias, le coup de gueule de l'écrivaine Calixthe Beyala au nom du collectif Egalité, lors de la cérémonie des Césars, en 2000, semble avoir eu ses effets. Aiguillonnées par le CSA et par le Club Averroès, fort de 350 membres (dont 50 % de journalistes), les grandes chaînes ont nommé des responsables « diversité ». France Télévisions s'est même dotée d'un plan d'action pour l'intégration. Désormais, deux journalistes issus des minorités dites « visibles » partagent le dîner des Français : Audrey Pulvar, sur France 3 (depuis septembre 2005), et Harry Roselmack, lors des congés de PPDA, sur TF 1. « Les émeutes urbaines de l'automne 2005 ont donné un coup d'accélérateur à la représentation des minorités dans les médias », constate Amirouche Laïdi, président d'Averroès. A l'automne 2006, il a remis au président de la République et au CSA le premier « Bilan de la diversité dans les médias audiovisuels français ». Un état des lieux plutôt positif. Même si, là comme ailleurs, le sommet des hiérarchies reste très blanc, à l'exception de la petite Trace TV, dirigée par Olivier Laouchez. Dans les années à venir, les rangs de cette élite issue des minorités ethniques vont grossir.

« Une classe moyenne issue de l'immigration est née, estime Catherine de Wenden, directrice de recherche au CNRS et auteur d'un livre consacré à la "beurgeoisie". Elle compte des représentants partout, de la police à l'Education nationale, en passant par l'armée, la presse, la médecine, la recherche, etc. » Les créateurs d'entreprise sont nombreux, également, à l'image de Malamine Koné, fondateur de la marque de sportswear Airness, de Mourad Boudjellal, président du club de rugby de Toulon et troisième éditeur francophone de bandes dessinées (Soleil Productions), ou de Karim Oumnia, qui dirige l'équipementier sportif Baliston. « Les Français d'origine immigrée sont proportionnellement plus nombreux que les Français de souche parmi les créateurs d'entreprise, indique Saïd El Inkichari, patron et fondateur du cabinet de recrutement informatique GEC.

L'envie d'entreprendre est très forte chez eux. « La communauté asiatique donne l'exemple, avec ses milliers de commerces, de restaurants et d'ateliers de confection. « L'intégration des immigrés chinois, arrivés pour la plupart depuis le début des années 1980, revêt pour l'instant un caractère essentiellement économique, analyse Pierre Picquart, spécialiste de la Chine et

auteur de *L'Empire chinois* (éd. Favre). Ces communautés très soudées, imprégnées de taoïsme, de confucianisme et de bouddhisme, restent à l'écart de la vie publique. » Aucun des nouveaux venus n'a encore détrôné les frères Bou et Bounmy Rattavan : en trente ans, les fondateurs du groupe Tang se sont taillé un petit empire dans la distribution, l'import-export et la restauration.

Depuis 2006, leur société diffuse également un bouquet de chaînes de télévision chinoises. Résultat : les deux frères d'origine sino-laotienne figurent au palmarès des 200 plus grandes fortunes professionnelles de France. Longtemps privés de réseaux, les cadres issus de l'immigration mettent les bouchées doubles pour rattraper leur retard. Ceux du Club xxie siècle multiplient les dîners-débats avec grands patrons, chefs d'entreprise, élus et intellectuels.

Le 11 juin, ils étaient une trentaine, attablés sous les lustres en cristal du salon Empire, au deuxième étage du très chic Press Club, dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Des dirigeants, des créateurs d'entreprise, des avocats et des hauts fonctionnaires, très « United colors of Benetton ». Ce soir-là, ils avaient convié à dîner Jean-Paul Bailly, président de La Poste. Rama Yade, qui ne faisait pas encore partie du gouvernement, s'est chargé de l'entrée en matière : « La diversité avance trop lentement, nous devons maintenir la pression. »

A peine entamée la mousseline d'avocat aux fruits de mer, la question qui fâche s'invitait à table : « Combien La Poste compte-t-elle de personnes issues des minorités ethniques dans son conseil d'administration et parmi ses 100 cadres dirigeants ? » Aucune au conseil, mais quatre ou cinq parmi le « Top 100 ». Les cercles pour happy few ont la ferme intention d'y remédier, qu'ils s'appellent Club xxie siècle, Averroès (médias), Elite (créé par Calixthe Beyala), Diallo Telli (groupement de surdiplômés d'origine africaine) ou encore Kléber, fondé en 1997 par l'avocat d'affaires Pascal Agboyibor.

« Nous avons besoin de discuter, entre nous, de la façon de nous accrocher, de surmonter les avanies », explique cet associé au cabinet américain Orrick à Paris. Chaque dernier samedi du mois, ils sont une cinquantaine de cadres dirigeants, chasseurs de têtes, avocats, architectes, consultants, majoritairement noirs, à se retrouver chez lui pour dîner. D'autres réseaux, plus récents, se tissent au-delà des cercles étroits de l'élite. C'est ainsi que l'association Africagora, créée en 1999 par Dogad Dogoui (UMP) pour « promouvoir l'ascension sociale des diasporas afro-caribéennes », fédère 3 200 membres auxquels elle propose quatre « espaces » : politique, management, business club et accès à l'emploi.

Les Dérailleurs, 2 500 jeunes cadres, d'origine maghrébine pour la plupart, préfèrent, eux, cultiver la discrétion. Ils ont emprunté le nom de leur association au vocabulaire des cités, où « rouiller » signifie « tenir les murs en bas des tours » et « dérouiller », par opposition, « prendre son destin en main ». Une plate-forme d'échange et d'informations sur Yahoo ! permet aux membres de parler affaires et offres d'emploi. Tous les deux mois, les volontaires se donnent rendez-vous pour faire la fête dans un restaurant parisien. La première fois, le 14 janvier 2004, ils étaient 80 au Majlis, un restaurant libanais du VIII<sup>e</sup>, à Paris.

« L'idée de départ était qu'avant de s'entraider il fallait se connaître, raconte Zoubeir Ben Terdey, fondateur des Dérailleurs et de la première société française de conseil en finance islamique. Alors, j'ai pris mon carnet d'adresses et j'ai lancé des invitations. » Deux ans plus tard, les soirées réunissent plus de 200 personnes. « Notre choix est d'être utiles, de tirer les autres » Ces réseaux ne ressemblent guère à ceux des années 1980. « Leurs membres ne

croient plus à l'idéal républicain, pointe le politologue Vincent Geisser, chercheur à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman. Ils estiment qu'il est urgent d'agir, qu'on ne peut plus donner du temps au temps. » Ils se sentent investis d'une responsabilité envers les minorités.

« Notre choix est d'être utile, de tirer les autres, affirme Dogad Dogoui. Si nous ne faisons rien, si nous ne donnons pas un espoir, un horizon, une place aux jeunes des banlieues, les prochaines émeutes déborderont sans doute les quartiers difficiles. » Les « quartiers », justement. Une fois l'an, Africagora organise un Salon de recrutement, Talents de la diversité. Les Dérouilleurs, eux, misent sur l'école. Depuis trois ans, une cinquantaine d'entre eux, réunis au sein de l'Association pour la promotion de la réussite scolaire (Après), portent la bonne parole dans les collèges et devant des associations locales. Leur message est simple : la réussite, c'est possible, nous en sommes la preuve. « L'accès à l'information sur les métiers et les filières, courtes ou longues, est essentiel », plaide le banquier Hakim El Karoui. Le 9 juin, une centaine de lycéens de ZEP étaient à l'Institut d'études politiques de Paris pour une conférence sur ce sujet, baptisée « Entretiens de l'excellence », à l'invitation du Club xxie siècle et des Anciens de Sciences po. La nouvelle élite prépare déjà la relève.

<http://www.lexpress.fr/info/france/dossier/racismes/dossier.asp?ida=458689>